

## CONFERENCE INTRODUCTIVE : PANORAMA DU SECTEUR, ENJEUX SOCIAUX ET ENJEUX ECONOMIQUES



**Intervention de Philippe FREMEAUX,  
Editorialiste au magazine Alternatives Economiques**



**J**e souhaitais tout d'abord vous remercier de m'avoir invité à participer à cette première table-ronde et surtout, d'avoir noué un partenariat avec la rédaction d'Alternatives Economiques pour réaliser le hors-série Bien vivre chez soi des Dossiers d'Alternatives Economiques.

Pourquoi avons-nous choisi de consacrer ce premier hors-série des Dossiers d'Alternatives Economiques à l'aide à domicile ? N'était-ce pas un sujet bien pointu pour un magazine comme le nôtre ? Plus social qu'économique ? Certes, les enjeux liés au vieillissement ne peuvent laisser indifférent l'économiste : des difficultés de financement de nos régimes de retraite aux perspectives ouvertes par la silver économie, les sujets ne manquent pas. Et pourtant, ce n'est pas ce qui nous a motivé en nouant ce partenariat avec UNA pour rédiger ce hors-série. Si l'aide à domicile nous a semblé un bon sujet, c'est d'abord parce qu'elle interroge les finalités mêmes de l'activité économique.

On sait désormais qu'il va nous falloir impérativement changer de modèle économique, compte tenu des menaces qui pèsent sur l'environnement. Des menaces que nous refusons souvent de voir du fait de l'obsession dans laquelle nous sommes de vouloir produire toujours plus, parce que la croissance demeure synonyme d'emploi, et l'emploi, la condition d'un accès au revenu. Il va cependant bien falloir changer de modèle. En effet, les formes et le contenu de l'activité économique actuelle reposent sur une fuite en avant dans une production matérielle qui épuise le stock d'énergie et de matériaux non renouvelables de notre petite planète et détruit également à vive allure les écosystèmes renouvelables qui sont le fondement même de la vie : ressources halieutiques, forêts primaires, terres arables et bien entendu, équilibres climatiques... Les indicateurs que nous utilisons pour mesurer l'évolution de notre économie ne nous permettent pas d'en prendre conscience : l'évolution du Produit intérieur brut - le Pib - qui sert à mesurer la croissance économique, a ainsi un énorme défaut : c'est un compte d'exploitation - qui ne s'intéresse qu'aux flux - et non un compte de capital. Concrètement, il ne prend pas en compte les destructions de patrimoine engendrées par la production des richesses, ni leur coût de remplacement. Pire, les dégâts environnementaux peuvent contribuer au PIB, quand ils sont réparés (activités de dépollution) ou quand ils conduisent à donner une valeur à ce qui était hier gratuit (péages urbains, accès à la nature, eau en bouteille, etc.). En revanche, l'air sain, l'eau pure, la pollinisation, mais aussi l'entraide entre amis, le travail domestique, et plus généralement, tout ce qui demeure gratuit mais concourt de manière essentielle à notre bien-être, n'accroissent en rien le PIB.

Du coup, l'économie peut croître alors qu'en réalité, nous nous appauvrissons « réellement », en détruisant des ressources qui n'ont pas de valeur marchande - ressources écologiques, mais aussi ressources sociales - dont notre bien-être (et celui des générations futures) dépend.

Il nous faut donc impérativement changer de modèle et repenser les priorités données à l'activité économique. C'est une nécessité pour éviter les catastrophes écologiques qui nous menacent. Ce peut être aussi une opportunité pour remettre l'économie au service de la société.

En effet, à la critique écologique des formes de l'activité économique actuelle, s'en ajoute une autre, liée à ses conséquences sur notre bien-être individuel et collectif. De nombreuses études montrent que depuis le milieu des années 1970, la croissance, quand elle est au rendez-vous, ne contribue plus à l'amélioration du bien-être dans les pays riches. La confrontation entre l'évolution du Pib et celle d'autres indicateurs comme l'ISS - l'indice de santé sociale, qui regroupe seize variables sociales, telles que le niveau du chômage, le taux de pauvreté, et sanitaires, telles que la mortalité infantile, le taux de couverture santé, etc. - fait apparaître un découplage entre l'évolution des deux indicateurs. Concrètement, la croissance du Pib ne s'accompagne plus d'une croissance de l'indicateur de santé sociale. A s'en tenir à la seule mesure du bien-être, les pays développés seraient ainsi entrés en récession à partir de la fin des années 1970.

Au-delà, l'aide à domicile nous conduit également à réfléchir au devenir du travail et de l'emploi dans la société à venir. Au cours des dernières décennies, l'emploi s'est fantastiquement développé dans les services. Une partie de ces services est liée à notre consommation matérielle et marchande : transports, commerce, gestion et organisation des entreprises, publicité, etc. D'autres résultent de l'extension de la division sociale du travail dans un contexte marqué par l'élévation du taux d'activité féminin, qui conduit à assurer avec du travail rémunéré des tâches hier accomplies dans le cadre domestique ou des relations de proximité. C'est notamment le cas des emplois de l'aide à domicile ou liés à la prise en charge de la petite enfance. Ainsi, le métier d'assistante maternelle est un de ceux dont le développement a été le plus rapide ces vingt dernières années. Cette évolution peut fort bien se poursuivre : les besoins insatisfaits sont encore considérables dans ces domaines...

Faut-il pour autant attendre la solution au problème du chômage d'un développement continu des emplois de services ? Pour moi, la réponse doit être nuancée et les débats qui traversent le secteur de l'aide à domicile viennent nourrir notre réflexion sur les frontières futures de l'emploi. Les besoins des personnes en perte d'autonomie sont aujourd'hui pris en charge via des interventions réalisées par un personnel salarié, sur un mode marchand ou non marchand. Mais cette prise en charge repose aussi, et souvent surtout, sur les aidants familiaux, dans le cadre domestique. Il faut aussi prendre en compte, l'entraide de voisinage, le voisin qui vérifie que sa voisine a bien ouvert ses volets ce matin et qui lui rapporte quelques courses du marché... L'aide à domicile fournit ainsi une bonne illustration de ce que pourrait être demain un nouveau plein emploi, qui associeraient de nouveaux modes de réponse aux besoins repensant les frontières du travail et du loisir, du travail salarié rémunéré d'une part et du bénévolat, de l'entraide de voisinage et du travail domestique d'autre part et bien entendu, pour assurer l'emploi de tous, de nouveaux compromis sociaux sur le temps de travail.

Il faut bien convenir qu'au vu des conditions de travail et de rémunération qui prévalent aujourd'hui dans l'aide à domicile, ce secteur demeure encore loin de constituer une préfiguration de cette société que j'appelle ici de mes vœux. Pour bien des décideurs aujourd'hui, l'aide à domicile, c'est d'abord un gisement d'emplois, c'est le développement de services à bas prix pour les ménages aisés, dont la consommation est soutenue à coup d'exonérations fiscales et sociales.

L'aide à domicile qu'il nous faut développer est tout autre : elle propose des services de qualité, assurés par un personnel à la qualification reconnue. Elle prend en charge les personnes qui ont de réels besoins, quels que soient leurs revenus.

Tels sont les termes de l'alternative : une société qui s'accommodent de ses inégalités au motif qu'elles permettent la multiplication d'emplois sous-payés, et de l'autre, une société plus égalitaire qui assume un haut niveau de socialisation des revenus afin d'assurer le bien-être, le bien-vivre de tous.



Il est donc plus que temps de nous poser à nouveau les questions essentielles : quels types de biens et services sont les plus utiles ? Pourquoi travaillons-nous ? Et d'adopter un modèle économique qui donne la priorité à la production de biens plutôt qu'à l'accumulation de biens. Il est temps de rompre avec un système qui fait cohabiter, dans nos pays, et plus encore à l'échelle mondiale, une extrême pauvreté, tandis qu'une part considérable des capacités productives sont utilisées à produire des biens et services ostentatoires dont la principale finalité est de permettre aux plus aisés d'affirmer leur position sociale.

L'aide à domicile, dans cette perspective, en permettant aux personnes âgées en perte d'autonomie, ou aux personnes en situation de handicap, de vivre mieux, constitue à l'évidence une des briques de ce nouveau modèle économique et social à construire. Un modèle qui se donne pour priorité de satisfaire les besoins de tous de manière soutenable et qui donne de nouvelles finalités à l'activité économique.

L'aide à domicile est une brique essentielle de ce nouveau modèle économique et social à construire pour de multiples raisons.

Tout d'abord, il faut lutter sans relâche contre l'idée que l'aide à domicile serait seulement un coût, au motif qu'elle serait pour partie financée via des prélèvements obligatoires. Bien au contraire, tout comme les dépenses de santé, d'éducation, de recherche, elle est non seulement indispensable à la bonne marche de notre société mais aussi à l'efficacité et à la compétitivité de notre économie.

L'aide à domicile constitue un levier essentiel de la dynamique économique locale. Elle engendre des emplois assurés par et pour les personnes qui vivent sur un même territoire. Elle constitue un élément majeur de l'économie résidentielle, entendue au sens de l'ensemble des activités qui répondent aux besoins des habitants d'un territoire : éducation, santé, logement, artisanat du bâtiment, commerce, loisirs, culture, transports urbains, et donc... aide à domicile.

Nous consommons aussi, et massivement, des biens, de l'énergie et aussi de nombreux services produits à l'extérieur de nos territoires. A l'échelle du pays, cela suppose bien qu'en contrepartie, nous produisons aussi des biens et services qui trouvent preneur à l'extérieur. Nous vivons dans une économie de marché ouverte, ce qui nous apporte de nombreux avantages, mais il faut assumer les contraintes qui en résultent. Dans cette perspective, l'argument en faveur d'un soutien à l'aide à domicile en raison du caractère « non-délocalisable » de ses emplois est tout à fait pervers : à supposer qu'ils le soient, ce qui est contestable, il est tentant d'en conclure qu'il n'est pas nécessaire de les soutenir, et concentrer au contraire les aides sur les emplois délocalisables...

Le vrai argument en soutien de l'aide à domicile, sur le plan économique, est ailleurs. Au risque de me répéter, on ne peut considérer l'aide à domicile et les services comme un coût qui viendrait peser sur les activités marchandes et exportatrices qui seraient seules réellement « productives ». L'opposition n'a guère de sens. L'ensemble des services que se rendent les gens entre eux sur les territoires concourent de manière essentielle à leur qualité de vie, à leur bien-être. Mais ils sont aussi une condition pour attirer les autres activités économiques, dans la mesure où aucune entreprise ne viendra s'implanter sur un territoire qui n'offre pas les services nécessaires pour assurer une bonne qualité de vie à son personnel. Les familles ont besoin de voir leurs enfants bénéficier d'une prise en charge de qualité, de la petite enfance à l'université, elles ont besoin de trouver les aides permettant à leurs aînés de vivre correctement. Tout cela fait système et cela n'a donc pas de sens d'opposer le social et l'économique, comme si l'un était un luxe, financé par un prélèvement sur des richesses qui se développerait en dehors de lui. Le social précède l'économie autant qu'il la suit : pas d'économie sans éducation, sans logements et sans aide à domicile.

Cette articulation est d'autant plus forte aujourd'hui que la localisation des activités économiques n'est plus liée désormais à la proximité de ressources naturelles. A l'heure de l'économie de la connaissance, l'emploi va où sont les gens autant que l'inverse - parce que l'innovation est plus diffuse et la communication plus facile. Dans ces conditions, les services offerts par l'économie résidentielle sont non seulement un gisement d'emplois mais aussi le support d'une qualité de vie attractive qui permettra à un territoire de développer des emplois dans les activités « exportatrices ».

Dans cette perspective, sans minimiser la menace que fait peser sur vos activités le climat de rigueur budgétaire actuel, il faut rappeler aux décideurs de tout poil que cela n'aurait aucun sens de réduire drastiquement le périmètre de la protection sociale et les financements qui lui sont alloués, compte tenu de sa contribution à la bonne santé de l'économie et de la société.